

PLAIDOYER POUR LA DEMOCRATISATION

par Stanisla BUSHAYIJA, Prêtre Tutsi du Clergé RUANDA.-

L'émancipation des HUTU : problème clé.

Le problème essentiel à la fois politique, social et racial du Ruanda est celui de l'émancipation des Hutu. Depuis la tutelle belge les Hutu se sont émancipés lentement, socialement, mais toujours individuellement sous l'égide de l'Administration belge. Ce n'est qu'en 1957 qu'un groupe de Hutu a posé officiellement au nom de tous leurs congénères le problème de l'émancipation de la race hutu, par le Manifeste appelé le "Manifeste des Bahutu", déposé simultanément au Conseil Supérieur du pays et à l'autorité gouvernante belge. Depuis, les revendications hutu n'ont cessé de se faire entendre aux autorités coutumières que tutélaires, et se sont faites de plus en plus assidues et urgentes. Le Manifeste des Bahutu exigeait une égale participation à toutes les fonctions publiques, aux affaires politiques, administratives et judiciaires de leur pays. Il réclamait d'urgence la suppression de la discrimination raciale, relative à l'enseignement secondaire et supérieur dont les Hutu se voyaient exclus, et une égale répartition des terres agricoles et pastorales, jusqu'alors apauvres et propriété quasi exclusives des seigneurs tutsi. Les Hutu demandaient une représentation proportionnelle tutsi-hutu aux divers Conseils du Pays, et le suffrage universel pour tous les mandats politiques. En un mot, les Hutu voulaient leur émancipation politique, sociale, économique, la suppression du régime féodal, de l'oligarchie des Tutsi et la réhabilitation de la race hutu au sein de la communauté ruandaise.

Avant les revendications des Hutu, toutes les fonctions publiques, tous les privilèges et avantages, tous les postes de commandement étaient en fait, quasi de droit, soit par héritage, soit par faveur, détenus par une seule et unique race, celle des Tutsi. Cependant au cours des siècles des Hutu purent accéder à ces mêmes charges publiques et aux postes de commandement, soit par une extraordinaire bienveillance d'un monarque ou d'un grand chef, soit en vertu de leurs mérites exceptionnels, soit aussi par caprice d'un Mwami, qui, pour montrer que son autorité était incontestable et son pouvoir sans limites, investissait un Hutu d'une haute fonction et en faisait un grand chef ou un haut fonctionnaire.

Le mouvement de l'émancipation hutu fit sensation : la presse s'en empara, l'autorité coutumière s'en inquiéta, l'Administration en fut saisie et s'y intéressa; il fut pour tous les milieux, tant tutsi que hutu, intellectuels et ruraux, l'actualité chaque jour croissante et inquiétante. L'accession des Hutu à une meilleure situation sociale et politique est inéluçtable. Elle s'inscrit dans les lignes de l'histoire universelle. Voir, pour ne citer que les principales, les révolutions française, chinoise et russe; sans oublier toutefois que chaque peuple civilisé a passé plus ou moins par les mêmes crises, a connu sa révolution, a vu s'insurger violemment la classe ouvrière contre la noblesse et la bourgeoisie, la masse opprimée contre les seigneurs oppresseurs. N'est-ce pas la marche habituelle; bien que désordonnée et souvent sanglante, des peuples vers leur parfaite émancipation? Pour les Hutu l'ère d'asservissement est révolue. Ils livreront une lutte à mort à quiconque tentera de s'opposer à leur émancipation. A l'heure actuelle le Ruanda serait ingouvernable si l'on ne tenait pas compte des aspirations hutu. Il peut y avoir de démocratie possible sans une solution préalable du problème hutu-tutsi au Ruanda. Et sans cette solution je crois que, malgré son grand mérite, la tutelle belge aurait finalement échoué dans sa mission au Ruanda.

a) La démocratie.

La démocratie des institutions et structures politiques de notre pays est la seule vraie solution aux revendications des Hutu. Il faut que les Hutu, si longtemps exclus des affaires publiques de leur pays, puissent accéder avec une chance égale à celle des Tutsi aux

..//..

à l'air

fonctions publiques, qu'ils participent au gouvernement, après avoir tant supporté les charges. Que le critère des capacités et d'une formation suffisante, et non celui de la race, permette à tout Ruandais tant Hutu que tutsi, l'accession aux affaires publiques.

Cette démocratisation a un double avantage, celui de faire accéder au pouvoir, s'ils en sont capables, les Hutu, en même temps que de supprimer totalement et efficacement le régime féodal dont ils se plaignent à juste titre. Elle permettra également aux Tutsi de rester au pouvoir, non plus à titre héréditaire, mais en vertu de leurs capacités. Aujourd'hui la compétence du candidat et la volonté du peuple doivent justifier les responsabilités. Ainsi la démocratisation des institutions nationales donnera satisfaction aux deux parties antagonistes et peut être en fera-t-elle des amis.

La démocratie est nécessaire à plusieurs titres; les pays civilisés nous en donnent l'exemple et nous y invitent, afin que nous puissions entrer dans la communauté des nations. L'O.N.U. elle-même exige que les pays sous tutelle soient tout d'abord démocratisés avant d'accéder à leur indépendance. Les Ruandais veulent se libérer du joug de leur féodalisme séculaire et demandent une politique basée sur une saine démocratie. Et finalement et principalement la démocratie, le mouvement de libération de la masse.

b) Formation des partis politiques.

A la suite du Manifeste des Bahutu (1957) et de la mise au point du Conseil Supérieur du pays (février 1957), réclamant pour les autorités coutumières une large participation au gouvernement du pays, qui ne signifiait rien d'autre que l'autonomie interne, se sont formés presque simultanément deux partis politiques; L'Aprosoma (Association pour la Promotion Sociale de la Masse) et L'Unar (Unité Nationale Ruandaise). L'Aprosoma groupait tous les Hutu revendiquant pour leurs congénères leur émancipation vis-à-vis du Tutsi. Cette association s'est par la suite divisée en deux sections: Aprosoma proprement dite et Parmehutu (Parti pour le Mouvement de l'Émancipation Hutu) qui s'attache spécialement à la défense des intérêts des Hutu. L'Unar, elle, groupe dans son sein les autorités coutumières et la classe des Tutsi.

A ses origines, l'UNAR, formée du vivant du Mwami Mutara, son promoteur, était le parti de l'opposition au Gouvernement belge d'abord, aux autres partis progressistes ensuite, en voie de formation et sympathiques au gouvernement tutélaire. Après la mort du Mwami et l'éclosion de l'Aprosoma, l'UNAR changea d'objectif: elle s'appliqua à faire dévier de son sens initial le mouvement de l'émancipation hutu, et à le faire échouer. C'est ainsi qu'elle adopta subitement la thèse de l'indépendance, qu'elle excita dans la masse le sentiment national et accusa l'Administration belge de s'opposer à l'indépendance du Ruanda et la traita d'agent de division entre Hutu et Tutsi. L'UNAR dut ses succès à ses premiers meetings dans lesquels elle exaltait le nationalisme ruandais, aux promesses fallacieuses d'une indépendance immédiate, faisant sous-entendre qu'une force cachée mais redoutable viendrait à son secours au cas où l'Administration belge ne déferait pas à ses exigences. L'UNAR dut surtout son plein succès à la mort du Mwami Mutara imputée à dessein à l'Administration belge avec le concours de Son Excellence Mgr Perraudin. L'interprétation calomnieuse était d'autant plus admissible que le décès était survenu subitement à la capitale du Ruanda-Urundi, à Usumbura que quelques heurts s'étaient fait jour entre le Mwami et le Gouvernement, d'une part, et Mgr Perraudin, d'autre part; qu'une croyance généralisée et accréditée dans presque tous les esprits des Ruandais veut que toute la maladie et en plein particulier toute mort provienne d'un empoisonnement de la part d'un ennemi. C'est ainsi que l'UNAR gagna une grande partie de la population hutu, non encore consciente de sa situation et ignorant les véritables défenseurs de ses intérêts, et la fit combattre dans ses rangs contre Hutu, leurs propres congénères, lors des événements de novembre 1959. L'UNAR eut aussi ses amis et ses adhérents parmi les Ruandais vivant à l'étranger. Elle compte un groupe compact parmi les employés ruan-

dais à Usumbura, un groupe d'étudiants ruandais à l'Université Lovanium à Léopoldville, quelques étudiants en Belgique. L'UNAR a des dizaines de milliers d'adeptes parmi les émigrés ruandais de l'Uganda. Cela est dû, d'une part, à une mauvaise information, à l'ignorance totale des faits et gestes de l'UNAR; et, d'autre part, à une nostalgie de leur pays dont ils sont éloignés qui fait naître en eux un nationalisme aveugle et extrémiste. L'UNAR bénéficie aussi de la bienveillance et de la sympathie de certains membres du clergé catholique et de bon nombre de pasteurs protestants et de leurs fidèles.

Par suite de renseignement inexact, d'une interprétation malveillante de la part de l'opposition, l'APROSOMA a pris un sens péjoratif. On appelle "APROSOMA" d'abord des Hutu évolués qui se sont montrés désireux de l'émancipation hutu et l'ont demandée effectivement, ainsi que tous ceux de leur race qui se sont inscrits à cette association. Les milieux de l'opposition croient volontiers que ces Hutu ont été achetés par l'Administration pour qu'attaquer au Mwami et aux Tutsi. Le Tutsi, en effet, ne peut concevoir qu'un Hutu puisse regimber contre l'autorité des Tutsi. APROSOMA signifie donc traître, ennemi de la royauté et du pays, opposé à l'indépendance.

Dans ce sens, certains Tutsi sont aussi appelés "aprosoma" pour avoir eu quelques frottements avec le Mwami ou pour avoir pris la défense des Hutu dans l'une ou l'autre discussion, dans différents conseils traitant de cette question, ou pour n'avoir rien souffert de la part des Hutu et de l'Administration lors des événements de novembre 1959, ou enfin pour n'être pas membre ou sympathisant de l'UNAR.

Au sens réel, l'APROSOMA signifie l'association des Hutu pour leur propre promotion sociale et la défense de leurs intérêts matériels. Bien qu'en principe elle admette des Tutsi dans ses rangs, elle ne groupe en fait que des Hutu.

Son objectif est l'émancipation sociale, économique et politique des Hutu, la participation effective de ceux-ci au gouvernement de leur pays et aux fonctions publiques. Son organisation est gigantesque et géniale. L'APROSOMA s'est divisée en deux sections : APROSOMA et PARMEHUTU, et a partagé le pays en deux secteurs inégaux d'ailleurs. Les Territoires d'Astrida et de Shangugu sont le secteur de l'APROSOMA, tandis que les huit autres territoires du Ruanda appartiennent au secteur de PARMEHUTU. Quels sont les membres de l'APROSOMA?

Les leaders de l'APROSOMA ne sont pas très nombreux. Ce sont des hommes d'action qui se sont longuement préparés à leur tâche, par des études au petit séminaire, philosophiques et théologiques au grand Séminaire? On y trouve : des écrivains fins et audacieux tels que Munyangaju; des politiciens et organisateurs avertis, tels que Kaybanda; des intellectuels et bons penseurs tels Makuza; mais la grande vedette est sans contredit Joseph Habyalimana Gitera.

Il fut fondateur et l'animateur de l'APROSOMA. D'un désintéressement philosophique, d'un courage stoïque, et d'un style satirique, mordant, un peu courtois, Joseph Gitera s'attaque vigoureusement aux abus de pouvoir des autorités coutumières, aux traditions féodales de la Cour du Mwami, qu'il qualifie de "superstitieuses, barbares et sanguinaires". Il propagea rapidement par son originalité, son courage et son zèle l'association pour la promotion sociale des Hutu. Malheureusement malgré ses qualités de l'esprit et du cœur, son style lui détacha la sympathie d'une grande partie de la population et incita contre lui et son parti une forte opposition des autorités coutumières et des Tutsi en général.

Les guides ou grands représentants ont tous fait les humanités au petit séminaire, ou à l'École de Moniteurs. Ils sont conseillers des grands leaders, et dirigent dans divers territoires de grandes sections de l'APROSOMA. Ils font partie, pour la plupart, des conseillers de chefferie et de Territoire et sont fort influents auprès de la population tant hutu que tutsi. Ce sont eux qui ont dirigé avec intelligence les opérations de l'APROSOMA lors des événements de novembre 1959. Ce sont les Balthazar Bicamumpaka, Dominique Mbonyumutwa, Max Niyonzima, Calliope Mulindahabi et bien d'autres. C'est parmi eux

L'Administration a choisi des nouveaux chefs politiques intérimaires. C'est aussi parmi eux qu'il y eut en novembre dernier des victimes des unitaristes : Kanyaruka, PolePole, Sindibona et Secyugu, étaient des grands représentants de l'APROSOMA.

En dessous des leaders et des guides, il y a les chefs aprosoma des petits secteurs et des propagandistes. Ils travaillent dans des chefferies ou sous-chefferies, font des réunions hebdomadaires ou mensuelles, président des conseils des comités locaux, expliquent aux membres les buts et les moyens de l'APROSOMA, prennent des informations et des directives auprès des grands leaders et leur font rapport des réunions locales de leurs comités. De la sorte, les mouvements hutu, APROSOMA et PARMEHUTU, prennent une extension extra-territoriale. La masse hutu prend de plus en plus conscience de sa situation et des raisons d'être de l'association hutu; les préjugés contre celle-ci s'évanouissent chaque jour plus rapidement. Tous les Territoires du Ruanda connaissent aujourd'hui l'APROSOMA et PARMEHUTU et en possèdent des noyaux déjà fort consistants d'autres en formation même dans des milieux à prépondérance tutsi. Le Burundi, l'Uganda et le Congo connaissent déjà les mouvements hutu du Ruanda.

Il s'est encore formé en dernier lieu un parti politique appelé RADER (Rassemblement Démocratique Ruandais) dont le président fondateur est le chef Bwanakweri. Celui-ci rassemble indistinctement dans son sein des Tutsi et des Hutu et désire travailler au progrès démocratique du Ruanda en collaboration avec l'Administration tutélaire. Il compte à peu près deux mille membres. C'est numériquement le plus petit des partis politiques existant au Ruanda. On se plaît à le confondre avec l'APROSOMA, parce qu'il s'entend bien avec ce dernier et tous deux avec l'Administration belge du Ruanda.

c) Guerres des partis politiques.

Quelle est l'origine de la guerre des partis? Lequel des deux partis a provoqué cette guerre, l'UNAR ou l'APROSOMA? Est-ce une guerre entre partis politiques ou une guerre entre Hutu et Tutsi? Les explications de cette guerre sont fort divergentes, et se classifient d'après les tendances politiques de ceux qui les donnent.

L'UNAR prétend que l'APROSOMA a déclenché la guerre et à'en explique comme suit ; c'est bien le PARMEHUTU qui déclancha les premières attaques dans les chefferies de Marangara et N diza en Territoire de Gitarama, aux trois chefferies Mulera, Bugarura, Kibali, en Territoire de Ruhengeri. Là, pas Tutsi, pas un unariste n'avait pris les armes contre les aprosomistes. Au Sud, en Territoire d'Astrida ce fut bel et bien l'armée du leader APROSOMA Gitera qui dirigea l'offensive contre d'inoffensifs Tutsi, dans les chefferies du Mvejuru, et de Ndara-Buhanga. Il ajoute qu'il n'est pas exact que les Hutu combattaient contre les Tutsi mais bien l'APROSOMA et PARMEHUTU sous la direction camouflée de l'Administration contre le reste de la population ruandaise. En effet, dans l'armée de la défensive tutsi, on comptait des centaines de milliers de Hutu luttant contre l'injuste agresseur qu'était l'APROSOMA.

Mais l'APROSOMA ne l'entend pas de cette façon. Pour lui, toutes les attaques de l'APROSOMA n'étaient que de la défensive et contre-offensives. En effet, la solidarité a joué : si l'APROSOMA est attaquée dans ses membres, tout l'APROSOMA doit se défendre. D'ailleurs les leaders de l'UNAR n'ont-ils pas en voyé une lettre ultimatum signé de leurs propres noms à tous les chefs de leur parti, dans les quatre coins du Ruanda, les autorisant à faire la guerre à tous les membres de l'APROSOMA qu'ils trouveraient sur leurs territoires respectifs? De plus, il n'est pas juste de dire que l'APROSOMA combattait contre le reste de la population ruandaise, mais bien contre les Tutsi : car dans la conception des Ruandais l'APROSOMA incarne le Hutu et l'UNAR le Tutsi. Et, en fait, d'une façon générale il en est ainsi, excepté quelques rares Tutsi progressistes, et une partie de la population hutu trompée par la propagande unariste qui les a appelés sous les armes soi-disant pour la défense du Mwami et du Pays, se gardant bien de parler hutu contre Tutsi.

Voici plutôt l'origine de la guerre entre Hutu et Tutsi, d'après /des les leaders de l'APROSOMA. Le succès/meetings de l'UNAR et le silence/..

de l'Administration belge provoquèrent les événements sanglants de novembre 1959. Le peuple accourant avec enthousiasme aux réunions nationalistes, les chefs de l'UNAR crurent que le moment était venu de rallier toute la population à leur parti et de ne former qu'un parti unique contre l'Administration belge, d'autant plus que celle-ci, par son silence, semblait se tenir pour battue. Il restait cependant quelques leaders hutu de l'APROSOMA irréductibles. Qu'en faire, se demanda l'UNAR? Il faut les écraser pour intimider le reste de leurs partisans; devant la terreur, ni les leaders ni leurs adhérents ne résisteront. Aussitôt dit, aussitôt fait. Ils envoient à l'assaut de ceux-ci leurs commandos swahili, batwa et autres.

La consigne était d'attaquer au nom du Mwami, tout membre de l'APROSOMA : il fallait avant tout s'en prendre aux leaders et, si l'on pouvait, supprimer les plus influents. L'attaque débuta au centre de négoce de Gacurabwega territoire Gitarama. En deux jours il y avait plus de dix blessés graves. Une semaine après, on attaqua un leader hutu, il ne fut pas gravement blessé. Il n'en a pas fallu plus pour voir les Hutu se lever comme un seul homme contre tous les Tutsi qui, pour ainsi dire, incarnaient l'UNAR. La tactique de l'UNAR ne donna pas du tout l'effet escompté. Les Hutu ne voulurent pas se laisser égorgés sur place comme des bêtes de somme; ils entreprirent au contraire une contre-offensive. En une semaine les territoires de Gitarama, de Nyanza, de Ruhengeri, de Kisenyi (en partie) de Kibuye, de Kigali (en partie) étaient en guerre, Hutu contre Tutsi, c'est-à-dire APROSOMA contre UNAR. Dix jours après, le territoire d'Astrida commençait aussi ses opérations guerrières, tandis que ceux de Byumba et de Kibungo se mobilisaient et s'organisaient. Neuf territoires sur dix étaient en armes. C'est le tour de l'UNAR de demander aide et protection à l'Administration belge, tout en l'accusant d'avoir poussé les Hutu contre les Tutsi. La terreur s'empara alors des Tutsi. C'est grâce à l'intervention des forces de l'ordre que la tuerie a pris fin.

d) Indépendance.

C'est pour dévier de son sens initial le mouvement hutu, pour sauvegarder leur prestige bralant auprès de la population, pour garder leur position privilégiée par peur de l'accession hutu au pouvoir, et par haine de l'Administration, que les leaders UNAR demandent l'indépendance prématurée du Ruanda. Mais cette indépendance est impossible, plus impossible encore aujourd'hui qu'hier.

Notre pays, en effet, est économiquement sous-développé, encore plus affaibli dans ses petites ressources par les derniers événements. Le Ruanda est économiquement incapable de se suffire à lui-même.

Voici, pour nous en convaincre, ce qu'en pense le Conseil du Pays. "Notre Pays, comme en général tous les autres pays sous-développés, souffre d'une insuffisance de capitaux, qui ne peuvent lui être fournis ni par ses ressources naturelles ni par sa population. Il nous est quasi impossible de trouver chez nous les capitaux d'investissement dont s'alimente tout effort économique. En conséquence, il est indispensable que la Belgique et même au besoin des organismes internationaux d'Europe ou d'Amérique nous accordent des capitaux pour la mise en valeur de notre pays. La Belgique le fait déjà depuis plus de cinq ans, mais comme il reste beaucoup à faire dans l'édifice d'un appareil industriel solide, les bienfaits de cette générosité devraient nous être dispensés encore pour longtemps" (Mise au point du Conseil Supérieur du Pays 1957). Ces aveux ne sont-ils pas en contradiction dans la bouche d'un partisan de l'indépendance immédiate, ou plus exactement son désir d'indépendance n'est-il pas un non-sens après de tels aveux?

Notre pays n'est pas politiquement organisé : pas de parlement, pas de gouvernement, pas de chefs politiques, pas d'institutions qui soient établies; pas d'élections, le peuple ne sait rien ni ne dit rien de la marche de son pays ni de ses affaires. Les partis politiques eux-mêmes ne sont pas encore suffisamment mis en place. Les citoyens s'entre-déchirent, s'entre-tuent. La haine raciale règne, plus que jamais, en maîtresse au Ruanda. Pas de liberté d'opinion, ni de parole, ni de presse. Le mwami lui-même, chef suprême de l'Etat, ne rencontre pas la confiance de tous dans les luttes des partis politiques. Dans

cet état des choses et des esprits, n'est-ce pas le vouer à une catastrophe irrémédiable que de demander l'indépendance pour notre Pays?

Notre pays n'a pas d'armée. Nous avons pu apprécier les bienfaits et la nécessité d'une force publique, pendant la dernière insurrection ruandaise. C'est grâce à elle que cette insurrection a été matée et brisée. A supposer qu'après l'indépendance, il ait encore une insurrection (et il est fort à prévoir qu'il en ait une), à quoi devons-nous l'ordre et la paix, sans armée? Il n'est pas logique de demander l'indépendance avant d'avoir une défense nationale solide, je veux dire, une armée.

Le Ruanda n'a enfin aucun technicien pour tous les organismes qui font un gouvernement autonome. Il n'a ni administrateurs, ni résidents, ni gouverneurs, ni magistrats, ni avocats, ni médecins, ni ingénieurs, ni diplomates, ni professeurs, ni experts comptables; personne qui puisse occuper avec compétence ces postes si importants. Il est plus logique de former ses hommes à ces divers organismes, avant de demander son indépendance.

LES TROIS GROUPES D'HOMMES AU RUANDA ET LEURS OPINIONS POLITIQUES

Les Tutsi-Unar voient avec regret s'écrouler leur système féodal, et avec lui, leurs privilèges; en même temps ils voient, la mort dans l'âme, l'ascension des Hutu et leur prestige se substituer au leur. Ils en veulent à l'Administration belge qu'ils soupçonnent d'avoir poussé les Hutu contre les Tutsi, et intentionnellement opposé à la race tutsi.

Ils auraient voulu une démocratie progressive, assise plus ou moins sur les bases de la féodalité.

Les Hutu (Aprosoma-Parmohutu et les progressistes tutsi) veulent avant tout la démocratisation des institutions, la suppression totale et effective du régime féodal et la réhabilitation de leur race avilie pendant des siècles par le gouvernement racial tutsi. Ils ont encore besoin de la présence de l'Administration belge, de ses services et de ses instructions. Ils veulent collaborer et cohabiter pacifiquement avec celle-ci. Il n'est pas pour eux, pour le moment, question d'indépendance sinon vis-à-vis du tutsi. Voici pour vous en donner une idée un petit passage de la note d'un leader hutu à la Mission de l'O.N.U. "Nous, la société hutu, nous voulons aussi une indépendance immédiate: l'indépendance immédiate vis-à-vis des batutsi. Cette indépendance vis-à-vis des batutsi non seulement nous la voulons mais nous la réclamons, non seulement nous la réclamons, mais nous l'exigeons, non seulement nous l'exigeons, mais nous la prenons et nous la prenons immédiatement."

L'administration belge comprend le bien-fondé des revendications des Hutu, tâche de les apaiser en toute justice par réorganisation politique et démocratique appropriée. Et de ce fait elle semble prendre parti, pour les Hutu, aux yeux et aux dépens des Tutsi.

SITUATION ACTUELLE.

La situation actuelle du Ruanda n'est pas plus rassurante qu'il y a quelques mois. Une grande effervescence, une tension fiévreuse et haineuse troublent la paix dans tout le pays. Les partis politiques s'épient, se soupçonnent et s'en veulent les uns les autres. Il y a des incendies, par endroits des assistants et partout des menaces et des malveillances; des faux bruits, des fausses interprétations des faits, des calomnies couvrent toute la superficie du Ruanda.

Une grande hostilité est vouée à l'Administration et aux Missions catholiques, par une partie de la population nationaliste extrémiste et unariste. Le pouvoir se détend et l'autorité, tant civile que religieuse, perd la confiance de cette portion de la population désespérée. Il n'y a plus d'arbitre commun qui rallie la confiance de tous. La sécurité publique est dangereusement troublée.

Au point de vue religieux, ces événements et cet état d'esprit, depuis le décès du Mwami Mutara Rudahigwa, ont eu une influence néfaste sur la vie spirituelle morale des chrétiens. L'indifférence

religieuse, le scepticisme systématique ont trouvé place dans la vie de la population jadis si croyante. La méfiance à l'égard de leurs pasteurs, un jugement sévère à l'adresse de leurs évêques, qualifiant celui-ci de "L'UNAR", celui-là de "L'APROSOMA", ne sont plus chose rare parmi nos ouailles.

CONCLUSION ET SOLUTION.

La situation est évidemment mauvaise, mais il n'y a pas de quoi s'étonner ni s'alarmer. C'est bien chose ordinaire dans sa rareté. De tels changements, un tel bouleversement d'un régime séculaire, huit fois séculaire tel que le nôtre, ont l'habitude de troubler les esprits, de désorienter la population, jusque dans des milieux intellectuels. C'est l'effet ordinaire des révolutions, avant l'acclimatation au nouveau régime.

Pour l'Eglise c'est chose encore plus ordinaire. Après les temps obscurs des débuts, puis la période exaltante des grandes conversions, se succèdent celles du refroidissement, de l'indifférence religieuse, avant les persécutions et le néo-paganisme. Nous en sommes aujourd'hui à l'indifférence religieuse et à une certaine hostilité; espérons que nous en arriveront à celle plus intéressante des persécutions ! mais que Dieu nous préserve du néo-paganisme.

Il faut, pour traverser cette période avec le moindre de dégâts possible, que l'autorité administrante, quelle qu'elle soit (tutélaire ou coutumière ou autre) soit vigilante et énergique. Il faut qu'elle sache et puisse maintenir l'ordre, mater les insurrections et garantir la sécurité publique. Il faut un Gouvernement qui soit en dehors et au-dessus des partis et des races antagonistes, car ici pour le cas qui nous occupe, les deux races hutu-tutsi ne sauront jamais se faire justice ni se mettre d'accord par elles-mêmes: l'intérêt clanique et la haine raciale étant le premier obstacle insurmontable de part et d'autre, l'incompétence technique étant le second pour une organisation politique, démocratique et économique d'un pays. Il faut ensuite et le plus vite possible instaurer les institutions démocratiques proprement dites et les faire respecter.

Quant aux Missions, il faut comme par le passé prêcher l'Evangile avec patience, persévérance et charité, à travers et malgré la mauvaise foi des gens, les calomnies, les déficiences et les faiblesses humaines. Nous devons conduire nos gens de chute en chute jusqu'au Ciel.